

Commune de Grandrieu

Note de présentation brève et synthétique du compte financier unique 2025

Budget principal

L'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation pour la commune. Pour la seconde fois, le compte financier unique (CFU) a été adopté. Ce document regroupant les anciens comptes de gestion et administratif, retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réelles pour l'année écoulée et constitue l'arrêté des comptes 2025. Il s'agit d'une procédure totalement dématérialisée permettant des contrôles automatisés mettant en évidence les identités de valeurs entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable. Le CFU a été voté le 29 avril 2026 par le Conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande aux heures d'ouvertures de la mairie.

Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du Conseil départemental, de la Région ou de l'État chaque fois que possible ;
- d'offrir des services de qualité aux habitants de la commune.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de la collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

I. DONNEES COMMUNALES

1- Population DGF

ANNÉE	NOMBRES D'HABITANTS
2022	1049
2023	1053
2024	1053
2025	1049

2- Etat du personnel au 31/12/2025

Grades	Effectif	Durée de travail	Fonctions
Filière- Administrative			
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	1	35/35	Secrétaire Générale de Mairie
Adjoint administratif	1	17.50/35	Assistante de gestion administrative
Filière technique			
Adjoint technique	1	28/35	ATSEM
Adjoint technique	1	21/35	Entretien et Restauration scolaire
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1	24,50/35	Entretien et Restauration scolaire
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1	35/35	Agent des services techniques
Adjoint technique	1	35/35	Agent des services techniques
Adjoint technique contractuel	1	9/35	Assistance enseignants, agent d'entretien locaux scolaires, surveillance des enfants à la cantine
Adjoint technique contractuel	1	14/35	Agent d'entretien école et salles des fêtes, restauration scolaire
Filière sociale			
Agent spécialisé principal de 2 ^{ème} classe des écoles maternelles	1	21/35	ATSEM

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune, les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population, aux impôts locaux, aux dotations versées par l'État, à diverses subventions. En 2025 elles s'élèvent à 1 090 206.38 € (1 094 989.28 € en 2024).

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les rémunérations du personnel municipal qui représentent 43,62% des dépenses de fonctionnement, les indemnités des élus, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer. Elles sont en 2025 de 763 253.62 € (778 566.92 € en 2024).

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
011.Dépenses courantes	323 294.95 €	70.Recettes des services	77 203.11 €
012.Dépenses de personnel	332 966.71 €	73.Impôts et taxes	21 587.00 €
65.Autres dépenses de gestion courante	71 292.63 €	731. Fiscalité locale	333 489.00 €
014.Atténuation de produits	20 379.00 €	74.Dotations et participations	524 153.64 €
66.Charges financières	10 330.33 €	75.Autres recettes de gestion courante	128 975.62 €
67.Autres dépenses	0.00 €	76.Produits financiers	7.09 €
		77.Produits spécifiques	1 077.00 €
		013.Atténuation de charges	3 713.92 €
Total dépenses réelles	758 263.62 €	Total recettes réelles	1 090 206.38 €
042.Charges (écritures d'ordre entre sections)	4 876.00 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	
023.Virement à la section d'investissement			
68. Dotations aux provisions et dépréciations	114.00 €		
Total général	763 253.62 €	Total général	1 090 206.38 €

Le total des recettes de fonctionnement moins celui des dépenses de fonctionnement présente un excédent de 326 952.76 €, auquel s'ajoute un excédent reporté de 369 974.56 €. Le résultat de clôture du fonctionnement est donc de 696 927.32€.

II. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer,

l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent, celles dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (par exemple la taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Remboursement d'emprunts et cautions	69 669.17 €	FCTVA	36 463.61 €
Travaux de bâtiments	467 815.06 €	Affectation de résultat	70 912.67 €
Travaux de voirie	68 837.25 €	Remboursement d'avances	0.00 €
Autres investissements	139 826.86 €	Emprunt et cautions	100.00 €
Taxe aménagement	0.00 €	Taxe aménagement	1 455.97 €
Autres dépenses	0.00 €	Subventions	34 437.94 €
Subventions d'équipement versées	0.00 €		0.00 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	0.00 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	4876.00 €
Total général	746 148.34 €	Total général	148 246.19 €

Le total des recettes d'investissement moins celui des dépenses d'investissement présente un déficit de 597 902.15 € duquel se déduit l'excédent d'investissement reporté de 169 813.33€. Le résultat de clôture d'investissement est donc un déficit de 428 088.82€.

Les principales réalisations de l'année 2025 ont été les travaux de mise aux normes des sanitaires du camping, l'enfouissement de réseaux électriques, des réseaux de télécommunication, l'éclairage public et la création d'un réseau d'eau pluvial à Chabestras, des travaux de voirie dans le cadre du programme voirie porté par le SDEE, l'électrification du réservoir de Montfourchès, des travaux électriques à la MAM et à la mairie (éclairage), l'acquisition de sableuses et d'un broyeur, l'achat d'un écran de vidéo projection pour la salle des fêtes, l'aménagement de chemins ruraux à Aubespeyre, Bellelande, Aldeyrès, la Mine, des travaux portant sur l'éclairage public dans le cadre du programme de sobriété énergétique porté par le SDEE, la rénovation d'un appartement à la gendarmerie, l'arrasement du mur de l'ancien hôtel Mournet, la conception et la pose de pupitres d'information.

Les principales subventions d'investissements reçues ont été, les participations du SDEE dans le cadre des programmes de sobriété énergétique et du programme voirie, la participation du SDEE au déplacement de candélabres au camping.

c) L'état de la dette

Au 31 décembre 2025, la dette du budget principal de la Commune s'élève à 249 737.00€. La structure de la dette ne représente pas de danger car tous les emprunts sont à taux fixe.